

Arrêté préfectoral autorisant un système d'endiguement protégeant contre les crues fluviales à la demande d'une communauté de communesⁱ

(cas de la régularisation initiale d'un ensemble de digues existantes, sans travaux, nécessitant une procédure complète d'autorisation "loi sur l'eau")

Le préfet de ...,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.5214-16;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.562-8-1, L.566-12-1, L.566-12-2, R.214-1 (rubrique 3.2.6.0., premier tiret), R.214-6, R.214-12, R.214-113 à R.214-124, R.562-12 à R.562-17;

Vu l'arrêté préfectoral n° ... en date du ... classant l'ouvrage ... en tant que digueⁱⁱ;

...

Vu la demande de la communauté de communes ... déposée auprès de la DDT [M] ... le ... en application des articles R.214-1 (rubrique 3.2.6.0. premier tiret), R.214-6-I, R.214-6-II, R.214-6-VI et R.562-14;

Vu le rapport de la DDT[M] qui a instruit la demande de la communauté de communes ... au titre de la police de l'eau;

Vu le rapport de la DREAL qui a instruit la demande de la communauté de communes ... au titre du contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques;

Vu les conclusions et l'avis de la commission d'enquête désignée par le tribunal administratif de ..., en date du ...;

Vu l'avis du CODERST en date du ...;

Vu le niveau de protection qui est indiqué dans la demande susvisée de la communauté de communes ... et la carte de la zone protégée qui est associée à ce niveau de protection;

Vu les cartes reflétant les risques de venues d'eau quand se produit une crue générant une montée des eaux au delà du niveau de protection;

La communauté de communes ... entendue;

Considérant que la communauté de communes ... est détentrice de la compétence GEMAPI prévue par l'article L.5214-16 du CGCT;

Considérant que l'ensemble des ouvrages qui composent le système d'endiguement objet de la présente de demande sont la propriété de la communauté de communes ... ou ont été mis à sa disposition en application de l'article L.566-12-1 ou ont fait l'objet d'une servitude en application de l'article L.566-12-2 grevant leur terrain d'assiette et conférant à la communauté de communes ... un droit à agir pour les nécessités du système d'endiguement;

Considérant que les digues ... , ... et ... qui entrent dans la composition du système d'endiguement ont été régulièrement autorisées ou classéesⁱⁱⁱ sous l'ancienne rubrique 3.2.6.0. de la loi sur l'eau en vigueur avant sa modification par le décret n° 2015-526 du 12 mai 2015;

Considérant que les autres digues qui entrent dans la composition du système d'endiguement sont dépourvues d'autorisation préalable;

Considérant que les digues déjà autorisées ne constituent pas l'essentiel du système d'endiguement, au sens de l'article R.562-14-II;

Considérant que la communauté de communes ... a sollicité une nouvelle demande d'autorisation selon les modalités de l'article R.562-14-III;

Considérant que le système d'endiguement est de classe A, au sens de l'article R.214-113, au vu de la demande susvisée de la communauté de communes ...;

Considérant que l'étude de dangers du système d'endiguement qui est jointe à la demande susvisée de la communauté de communes ..., est régulière, notamment en ce que, conformément aux dispositions des articles R.214-116-I, R.214-116-III, R.214-119-1 et R.214-119-2, elle :

- justifie le niveau de protection du système d'endiguement et la zone protégée qui lui est associée;
- expose les risques de venues d'eau, en particulier les venues d'eau dangereuses et les venues d'eau particulièrement dangereuses, quand une crue risque de provoquer une montée des eaux devant les digues au delà du niveau de protection;
- justifie que la communauté de communes ... dispose d'une organisation lui permettant de surveiller et entretenir les ouvrages qui composent le système d'endiguement, d'anticiper les crues telles que celles précitées et d'alerter les autorités compétentes pour intervenir lorsqu'une telle situation se produit;

Considérant que la demande susvisée de la communauté de communes ..., à l'issue de son instruction par les services de l'Etat, est complète et régulière,

ARRETE

Article 1er

Le système d'endiguement dont la composition est détaillée dans la demande susvisée de la communauté de communes ... est autorisé au titre de la rubrique 3.2.6.0 (système d'endiguement au sens de l'article R.562-13) du tableau annexé à l'article R.214-1.

Il comprend les digues^{iv} désignées ci-après :

- [nom de l'ouvrage^v, coordonnées des extrémités, commune(s) d'implantation]

-
-

Il comprend également les dispositifs de régulation désignés ci-après :

- [désignation du dispositif explicitant sa finalité, coordonnées du lieu d'implantation, commune d'implantation]

-
-

Article 2

La communauté de communes ... est le gestionnaire du système d'endiguement au sens de l'article L.562-8-1 et l'exploitant au sens de l'article R.554-7.

Article 3

Le niveau de protection garanti par le système d'endiguement correspond à la crue maximale suivante de [*désignation du cours d'eau*] :

- crue provoquant une montée des eaux jusqu'à la cote, mesurée à la station de ... , de 6,5 mètres (ce qui correspond à un débit d'environ ... m³ / sec).

Le temps de retour statistique de cette crue est estimé à 50 ans.

Les précisions utiles sur l'hydrogramme servant de référence pour cette crue figurent dans l'étude de dangers du système d'endiguement, référencée ..., en date du ..., et consultable auprès des services de [la DREAL ... / DDT / Autre service de l'Etat].

Article 4

La liste des communes qui sont concernées par la protection apportée par le système d'endiguement est la suivante^{vi} :

Communes^{vii} membres de la communauté de communes ... :

-
-

Communes^{viii} limitrophes à la communauté de communes ... :

-
-

La carte détaillée de la zone protégée ainsi que les cartes présentant les risques de venues d'eau en cas de crue générant une montée des eaux au delà du niveau de protection figurent dans l'étude de dangers du système d'endiguement. Elles sont également consultables, sous un format électronique, sur le site Internet de [la DREAL ... / DDT / Autre service de l'Etat].

Article 5

La classe du système d'endiguement est la classe A, au sens de l'article R.214-113.

Article 6

I.- Le document d'organisation, au sens du 2° de l'article R.214-122-I, est le document référencé ... en date du ... ou ses révisions ultérieures respectant les prescriptions du présent article.

II.- Les révisions ultérieures du document d'organisation respectent les prescriptions suivantes:

- 1° ...
- 2° ...
- 3° ...

III.- Toute révision du document d'organisation envisagée par la communauté de communes est transmise à [la DREAL ... / DDT / Autre service de l'Etat] avec un préavis d'au moins un

mois avant sa mise en œuvre effective quand elle ne relève pas des dispositions de l'article R.214-18 (changement notable).

IV.- Un exemplaire du document d'organisation à jour est consultable à [DREAL .../ DDT / autre service préfectoral].

V.- La communauté de communes ... porte à la connaissance des maires des communes visées à l'article 4 ainsi que des services de secours de l'Etat dans le département, toutes informations utiles à la gestion d'une crise "inondation" qui sont contenues dans le document d'organisation et dans l'étude de dangers du système d'endiguement, en particulier les modalités selon lesquelles l'alerte est donnée quand une crue risque de provoquer une montée des eaux au delà du niveau de protection qui est garanti par le système d'endiguement ainsi que les risques de venues d'eau quand de telles crises sont confirmées.

Article 7

A la date de parution du présent arrêté, le dossier technique du système d'endiguement, au sens du 1° de l'article R.214-122-I, est constitué des documents suivants :

-
-

Article 8

Le rapport de surveillance périodique mentionné au 4° de l'article R.214-122-I sera transmis la première fois à la DREAL au plus tard le ... puis les fois suivantes aux échéances déterminées conformément à l'article R.214-126.

Article 9

Hormis les cas où la communauté de communes ... est amenée à anticiper ces échéances pour un autre motif, l'étude de dangers du système d'endiguement sera actualisée la première fois le ... puis périodiquement conformément à l'article R.214-117-II.

Article 10

Le présent arrêté annule et remplace les arrêtés ... susvisés.

Article 11

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de ... par la communauté de communes ... dans un délai de deux mois suivant sa notification et par les tiers dans un délai d'un an.

Dans le même délai de deux mois, la communauté de communes ... peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R.421-2 du code de justice administrative.

Article 12

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires [et de la mer], le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ... , les maires des communes visées à l'article 4 sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'un affichage dans les mairies des communes précitées et qui sera publié au registre des actes administratifs du département.

ⁱ Si l'autorité compétente pour la prévention des inondations n'est pas une communauté de communes mais l'un ou l'autre des d'EPCI à fiscalité propre (ou assimilé) suivants, il faut remplacer la référence L.5214-16 du code général des collectivités territoriales par :

- L.5216-5, si l'EPCI-FP est une communauté d'agglomération
- L.5215-20 ou L.5215-20-1 si l'EPCI-FP est une communauté urbaine (indiquer l'article correspondant à la catégorie de la communautés urbaine - il y a deux cas de figure)
- L.5217-1 si l'EPCI-FP est une métropole de droit commun
- L.5219-1 si la métropole est celle du Grand Paris
- L.3641-1 si la métropole est celle de Lyon

ⁱⁱ Eventuellement une partie des digues existantes bénéficiait d'un tel classement selon l'ancienne rubrique 3.2.6.0. de la loi sur l'eau, avant sa modification par le décret n° 2015-526 du 12 mai 2015.

ⁱⁱⁱ S'il y en a ! Le système d'endiguement peut être entièrement composé d'anciennes digues non classées ou de remblais divers qui a fortiori non jamais été classés comme des digues.

^{iv} Par "digues", on entend, le système d'endiguement étant dorénavant autorisé en application de la rubrique 3.2.6.0., l'ensemble des ouvrages incorporés dans le système d'endiguement qui font rempart entre le cours d'eau et la zone protégée et dont dispose l'autorité compétente pour la prévention des inondations. Il n'est pas tenu compte du fait que lesdits ouvrages aient ou non été précédemment classés en tant que "digues" au titre de la rubrique 3.2.6.0. telle qu'elle existait avant la parution du décret 2015-526 du 12 mai 2015. Ces ouvrages peuvent donc ne pas avoir été initialement conçus dans le but d'assurer la protection contre les inondations (exemple : remblai ferroviaire).

^v Lorsque l'ouvrage est incorporé au système d'endiguement à l'issue d'une mise à disposition en application de l'article L.566-12-1-II, sa désignation sera rendue explicite afin d'éviter toute ambiguïté pouvant mettre en doute son appartenance au système d'endiguement. Ainsi, à titre d'exemple, s'il s'agit d'une portion de remblai ferroviaire, la désignation de l'ouvrage pourra être : "tronçon de digue constitué par le remblai ferroviaire entre le Pk 121 et le Pk 122 sur la commune de X".

Il en ira de même si le "droit à agir" de l'autorité compétente pour la prévention des inondations résulte d'une servitude instaurée en application de l'article L.566-12-2. Ainsi, à titre d'exemple, si l'ouvrage incorporé dans le système d'endiguement est une ancienne digue privée ayant fait l'objet d'une servitude L.566-12-2 : "le tronçon de digue localisé sur la propriété privée cadastrée xxx, sur la commune X".

^{vi} Ne pas mentionner les communes dont l'intégralité du territoire est hors zone inondable.

^{vii} La commune, partiellement ou totalement en zone inondable, bénéficie ou non de la protection (cela dépendra de la performance garantie du système d'endiguement) ; même si la zone protégée n'est pas dans la commune (voir la carte de la zone protégée), l'existence du système d'endiguement apporte "un plus" pour la gestion du risque "inondation" grâce à l'étude des risques de venues d'eau et au repérage des enjeux humains vulnérables à ces risques (voir cartes reflétant ces risques quand se produit une crue excédant les capacités du système d'endiguement).

^{viii} Ces communes ne font pas partie du territoire de la compétence de l'autorité compétente pour la prévention des inondations. Pour autant il faut les mentionner (sauf si elles sont totalement hors zone inondable) car elles apparaîtront sur les cartes reflétant les risques de venues d'eau en cas de crue excédant les capacités du système d'endiguement.